

2.1 MIEUX MÈRES QUE PRÉCAIRES

Aspirations et contraintes des femmes italiennes entre travail et famille¹

Annalisa Tonarelli

L'entrée des femmes italiennes sur le marché du travail "officiel"² a eu lieu d'une manière moins progressive et constante que dans les autres pays européens comme la France (Maruani & Meron, 2012 ; Baudelot, 2006). De 1861 à 1971, le nombre des actives, tout comme celui des employées, reste fondamentalement stable et varie entre 5 à 6 millions en valeur absolue. C'est cependant dans la décennie qui s'écoule entre le recensement de 1971 et celui de 1981 que l'on enregistre une augmentation exponentielle, aussi bien pour les femmes actives (+ 43 %) que pour les employées (+ 31 %). Une telle augmentation est principalement due à l'afflux massif sur le marché du travail des nombreuses "baby-boomers" nées entre la période d'après-guerre et le début des années 1960. Il ne s'agit pas seulement d'un effet démographique : en plus d'être plus nombreuse, cette génération de femmes

bénéficie d'une combinaison de conditions qui se révèlent particulièrement favorables à leur entrée sur le marché parmi les employées. Le développement de l'administration publique conduit à une augmentation de la demande de travail dans le secteur des services auquel répondent principalement les femmes (+ 80 % entre 1971 et 1981). Il s'agit d'emplois avec des contrats stables, des salaires relativement élevés et des horaires particulièrement avantageux en termes de conciliation entre vie familiale et vie professionnelle. Dans le même temps, sont engagées en 1969 des réformes dans le domaine de la sécurité sociale qui libèrent les plus anciens de la nécessité de travailler jusqu'à un âge avancé. Cela permet la mobilisation de jeunes grands-parents prêts à répondre aux nouvelles exigences qui apparaissent quand - comme c'est le cas en Italie - à l'entrée des mères sur le marché du travail ne

-
1. L'auteure remercie Christiane Korol pour sa disponibilité et pour le travail de traduction et de révision du texte auquel elle s'est si généreusement dévouée.
 2. Sont en fait exclues, par conséquent, les activités informelles qui impliquent toujours la main-d'œuvre féminine au sein d'une économie principalement agricole et manufacturière, comme l'a été la main d'œuvre italienne jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale. A cet égard, il convient de rappeler qu'au recensement de 1881, le taux d'activité féminine était égal à 52%, un pourcentage qui ne sera jamais plus atteint, même dans une période récente. Pendant le processus d'industrialisation en effet, la part des femmes actives dans la population diminuera jusqu'à atteindre son plus bas niveau historique en 1961 avec 23% (TONARELLI, 2000).

correspond pas un développement des services d'aide sociale, surtout ceux destinés à l'enfance. Un autre changement structurel contribue à créer un contexte favorable à la participation des femmes au marché du travail : la libéralisation de l'accès à l'université pour tous les diplômés, introduite en vertu d'une loi de 1969, contribue à une augmentation du nombre de femmes diplômées de 107%, tandis que de nouveau, entre 1971 et 1981, le taux d'emploi parmi les titulaires d'un diplôme du supérieur d'un âge inférieur à 44 ans passe de 70 à 84%. Cependant, ce n'est pas seulement le capital culturel individuel conjugué aux études universitaires et supérieures qui poussent massivement les femmes vers l'emploi. C'est aussi le changement de valeurs et de règles survenu à l'intérieur de la société italienne dans son ensemble qui a eu des répercussions sur ce mouvement. Les conquêtes de la décennie précédente obtenues aussi bien dans le domaine du droit de la famille³ que celui du travail⁴, encouragent les jeunes femmes de ces années-là à se détacher des rôles domestiques, du moins en partie, pour mieux s'investir dans l'accomplissement de soi, notamment par le biais de l'activité professionnelle. De même, la nouvelle possibilité du contrôle des naissances conduit à réduire de façon

considérable le nombre moyen d'enfants - de 2,4 en 1971 à 1,58 en 1981 - alors que l'âge moyen de la mère à la naissance du premier enfant avance à 25 ans. Dans ces années-là s'affirme le profil d'une femme qui, souhaitant se réaliser aussi bien au travail qu'à la maison, incarne et promeut une image nouvelle de la femme, comme les Françaises, les Anglaises et les Allemandes de la même génération, et qui semble donc prête à entreprendre un chemin d'émancipation et d'autonomie.

Qu'est-il arrivé après cette période courte et particulièrement intense au regard des changements enregistrés ? Qu'en est-il aujourd'hui de cette entrée massive des femmes dans le monde du travail dans une période historique caractérisée par de nombreuses opportunités ? Mais, surtout, qu'en est-il de la génération de leurs enfants nés dans les années 1980 et 1990 arrivés sur le marché à un moment caractérisé par la réduction des opportunités et par la détérioration des droits liés au travail ?

I- Entre âges et générations : les femmes italiennes au travail

Nous allons aborder la question de l'âge par rapport au travail en nous focalisant sur le problème de l'inactivité, et en nous concentrant en particulier sur l'image

3. En décembre 1970 est adoptée la loi qui institue le divorce ; en 1975, le droit qui rééquilibre le pouvoir entre les conjoints en les rendant égaux est réformé ; en 1978, le droit à l'IVG est reconnu.

4. On peut citer aussi en 1970 la loi 300, connue sous le nom de "statut des travailleurs", qui se donne comme finalité de rééquilibrer les relations entre employeurs et employés. Le "statut", bien que ne s'adressant pas explicitement aux femmes, interdit en revanche clairement dans les articles 15 et 16 tout acte ou accord discriminatoire, qu'il soit individuel ou collectif. En 1971 est également adoptée une loi pour l'aide à l'enfance qui prévoit la mise en place de crèches publiques, tandis que la loi 1204 de 1971, prenant explicitement en considération les droits des mères qui travaillent, favorise efficacement la protection physique des femmes enceintes et garantit la sauvegarde de leur poste de travail.

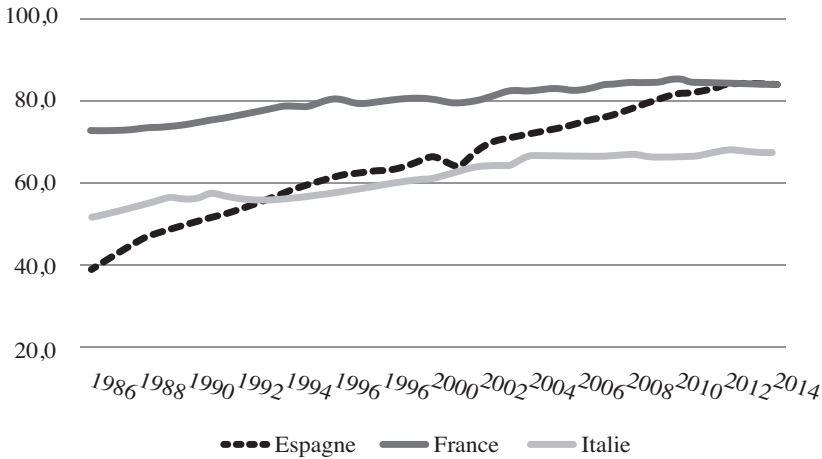
de la femme au foyer. Ce choix, motivé par la possibilité de réfléchir sur des données de recherche, part de l'hypothèse que le modèle national d'activité féminine ne résulte pas d'un choix fondé sur le calcul coût-avantage au sein du ménage considéré comme un espace de capital (Becker, 1964), ni d'une culture nationale omnipotente, mais qu'il se construit sur une interaction entre les jeux d'acteurs stratégiques et la représentation de la famille cristallisée autour des politiques des pouvoirs publics. L'arbitrage au sein du ménage (division familiale du travail), qui n'exclut nullement le calcul, s'effectue donc dans un espace fortement structuré, non seulement par la tradition culturelle (le modèle familial), mais aussi par les dispositifs étatiques qui, historiquement forgés, diffèrent fortement d'un pays à l'autre (Nohara, 1999), ainsi que par les disponibilités en termes de réalisation de soi par le travail qui sont mises à disposition par le marché.

Plus précisément, après avoir analysé la question de la participation sur le marché du travail telle qu'elle ressort de la composition de différentes sources statistiques, et après avoir accordé une attention particulière aux jeunes femmes ayant atteint des qualifications supérieures, nous proposerons quelques idées qui ont émergé de la recherche menée au Département des Sciences politiques et sociales de l'Université de Florence sur l'univers des femmes au foyer. Une fois décrits de manière concise les différents profils de "ménagère" issus

de la recherche, nous reviendrons précisément sur la figure de la femme au foyer "temporaire", femme jeune et hautement instruite qui, face à l'impossibilité de l'épanouissement professionnel, revient s'investir, du moins pendant un certain temps, dans la sphère domestique. Dans l'attention portée à la façon de structurer la relation réelle et symbolique avec les mères, nous tenterons de faire ressortir la nouvelle façon de construire la solidarité intergénérationnelle.

Il ne s'agit pas seulement de montrer si oui ou non il y a une façon typique de représenter le travail au sein des lignées familiales (Daune-Richard, 1983) qui influe sur les choix de participation des femmes, des filles ou belles-filles sur le marché du travail (Menahem, 1988), mais aussi de comprendre comment, dans le quotidien, se structurent les relations d'échange entre les deux générations. La logique qui semble prévaloir, du moins pour le profil de celles que nous avons appelées *les femmes au foyer "temporaires"*, demeure celle d'une redistribution des ressources qui reste cependant confinée à la sphère domestique et familiale, plutôt qu'à celle publique et politique. Il ressort des témoignages recueillis la constatation suivante : dans le passé, c'était le temps dédié par les parents retraités à la garde des petits-enfants qui permettait aux baby-boomers d'investir dans le secteur professionnel, mais leurs carrières se prolongent désormais jusqu'à 70 ans et de fait, suppriment peut-être aux jeunes des possibilités d'entrer sur le marché du travail...

Graphique 1 • Taux d'activité des femmes de 25-49 ans



Source : Notre traitement statistique sur les données Eurostat

Aujourd'hui, en revanche, ce sont les ressources économiques que ces parents retraités ont accumulées et qu'ils mettent à la disposition de leurs enfants⁵ qui permettent à ces derniers de fonder une famille, malgré l'instabilité de l'emploi, l'absence d'allocations et la pénurie de services sociaux liés à l'enfance.

II- La "marche arrière" des jeunes femmes italiennes par rapport au travail

Dans ce paragraphe, nous allons essayer avant tout de comprendre comment se

traduit le phénomène d'inactivité dans l'Italie d'aujourd'hui, n'oubliant pas que celle-ci représente une catégorie opaque et peu appropriée (Fouquet, 2004) dans laquelle les femmes ont une bonne probabilité d'être "assujetties", alors qu'en réalité elles sont actives, et même fortement, aussi bien dans l'économie formelle que dans celle plus souterraine. Ce n'est pas seulement le choix controversé de définir "inactif" celui qui est occupé de nombreuses heures par jour à exercer un travail en vue de la reproduction de la famille et de la société. L'absence de mesures d'aide aux

5. À titre explicatif, il convient de rappeler que, selon les données Eurofound, malgré des taux élevés de chômage et d'inactivité des jeunes en Italie, 66,4% des 18-24 ans, 51,7% des 25-34 ans et 56,4% des 35-49 ans sont propriétaires d'une maison sans hypothèque, du moins, formellement (ils n'ont pas contracté de crédit, ce sont leurs parents multi-proprétaires qui leur ont transmis la propriété, souvent pour raisons fiscales). Pour avoir une idée de l'ampleur de ce chiffre, il suffit de comparer avec les pourcentages équivalents en France qui sont respectivement de 21,1, 15,9 et 21,4%. Tout autant significatif est le fait que 53,6% de ceux qui ont un revenu dans la tranche basse sont eux aussi propriétaires (contre 29,6% pour la France). Voir : [<http://www.eurofound.europa.eu/fr/surveys/data-visualisation/enquete-europeenne-sur-la-qualite-de-vie-2003>].

chômeurs, ainsi que la faiblesse des politiques actives⁶, rendent beaucoup moins intéressant pour les italiennes le fait de se déclarer à la recherche d'un emploi, par rapport aux femmes qui vivent dans des pays pour lesquels être active et sans emploi permet de percevoir une allocation ou un soutien financier et un accompagnement pour la recherche d'un nouvel emploi (Maruani & Meron, 2012).

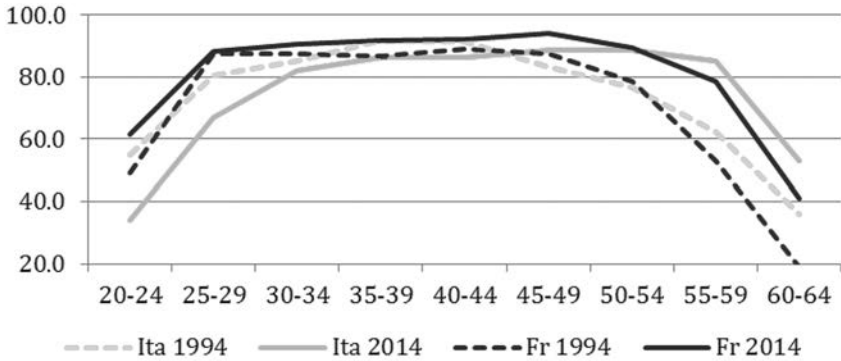
Une fois cette précision importante faite sur la base des données officielles issues de l'Istat, on peut noter aussi que les femmes inactives en âge de travailler continuent à être encore nombreuses en Italie (46,5%), et que la tendance à la hausse qui avait caractérisé les taux d'activité dans la seconde moitié du XX^e siècle semble, au cours des dernières années, avoir connu un dangereux revers. En particulier, la dynamique qui caractérise la participation au marché du travail des femmes adultes de 25 à 49 ans, révèle (*Graphique 1*) comment dans la dernière décennie, l'écart entre les Italiennes et les femmes européennes de la même tranche d'âge reste stable autour de 15%, contrairement à ce qui ressort, par exemple, pour les femmes espagnoles qui, entre 2002 et 2014, ont quant à elles sensiblement réduit leur désavantage

malgré la crise. (*Graphique 1 ci-contre*) Qu'est-ce qui maintient les adultes les plus jeunes encore aussi largement hors du marché du travail ? Qu'est ce qui a changé par rapport à la génération de leurs mères ? Des données culturelles, économiques et institutionnelles entrent en jeu simultanément pour donner du crédit aux dynamiques qui caractérisent le marché du travail, tandis que les explications "de l'offre" et "de la demande" tendent à se renforcer mutuellement (Reyneri, 2011). L'insuffisance de l'offre de services pour l'enfance et pour le troisième âge, le faible partage des tâches ménagères entre les conjoints (Saraceno, 1980), les caractéristiques du système de production et les institutions qui régulent le marché du travail et celui de l'activité économique (Reyneri, 2011), le manque ou la précarité des situations d'emploi à temps partiel... ne sont que quelques-uns des différents facteurs qui, influant sur la possibilité de concilier vie professionnelle et vie familiale, contribuent à expliquer la persistance d'un taux aussi élevé d'inactivité chez les femmes italiennes. Repérer la prééminence d'un facteur plutôt qu'un autre est extrêmement difficile. Tout comme noter le fait qu'au Centre-Nord les femmes présentent des taux d'activité plus élevés qu'au Sud⁷ ne nous aide pas à comprendre

6. En Italie, il est prévu seulement une indemnité compensatoire pour les chômeurs, mais il n'existe pas d'allocation-chômage, ni un revenu minimum garanti. D'une façon générale, il convient de noter que la dépense publique destinée aux politiques du travail et de l'emploi (en pourcentage du PIB), tout en ayant augmenté de 0,36% au cours de la dernière décennie, reste inférieure en l'Italie à celle de la France (1,99 contre 2,28%). Le fait singulier est la part allouée aux politiques passives qui a diminué dans tous les pays de l'OCDE, France incluse, alors qu'en Italie, elle a augmenté de 57%. En revanche, la part attribuée aux politiques actives qui représentait 0,48% en 2004 a été réduite à 0,21% aujourd'hui, soit au-dessous de la France et de la moyenne des pays de l'OCDE.

7. Par exemple, si en 2014 le taux d'activité pour les femmes de 24 à 44 ans est de 77,5% au Nord, il atteint seulement 50% au Sud.

Graphique 2 • Taux d'activité féminin par tranche d'âge pour les diplômées universitaires



Source : Notre traitement sur les données Eurostat

si ce qui fait la différence est l'atonie de la demande de travail, la faible disponibilité des politiques dédiées à l'enfance, ou les modèles culturels eux-mêmes qui tolèrent ou carrément encouragent la dépendance économique des femmes, ou bien encore l'investissement prioritaire dans la sphère familiale.

Avoir un niveau élevé d'études est considéré comme une variable qui induit une plus grande participation au marché du travail ; ce n'est pas un hasard si l'Italie se trouve, dans les pays de l'OCDE, parmi ceux qui ont à la fois le taux d'emploi féminin le plus faible associé à un impact réduit du poids des diplômées dans la population⁸. Cependant, malgré le fait que le niveau élevé d'études reste l'apanage d'une minorité, de 2002 à 2014, le taux d'activité des femmes diplômées est resté

pratiquement constant à un peu plus de 60%, bien loin de la moyenne européenne et du pourcentage français. Au niveau européen, la réaction à la crise est passée par une augmentation générale du taux d'activité chez les diplômées, alors qu'en Italie est survenue, au contraire, une "fuite" progressive vers l'inactivité, qui s'accroît sur la période considérée.

Cet aspect est clairement mis en évidence dans le *Graphique 2*, qui permet d'évaluer non seulement le fossé qui s'est creusé dans la prédisposition à l'activité entre les diplômées italiennes et françaises au cours des deux décennies considérées, mais aussi de montrer la configuration différente prise par les courbes en fonction de l'âge. Si, en général, on assiste à une augmentation

8. Selon les données de l'OCDE, entre 2005 et 2012 le pourcentage des titulaires d'un diplôme du supérieur dans la tranche d'âge des 25-34 ans a doublé passant de 11 à 22%, un pourcentage qui reste cependant bien au-dessous de la moyenne des pays de l'OCDE, qui pour cette tranche d'âge est de 40%.

du taux d'activité chez les femmes de la tranche d'âge supérieure, en Italie cet aspect est cependant plus marqué et il s'associe à une baisse du taux d'activité des femmes de moins de 45 ans. L'évolution tout à fait particulière prise par les courbes - qui présentent des sommets substantiellement non alignés par rapport au cas français - suggère l'hypothèse que l'augmentation de la participation des femmes diplômées au marché du travail a concerné essentiellement une génération, celle des femmes baby-boomers. Elles avaient entre 35 et 44 ans en 1994 (le pic de la première courbe), et elles restent encore relativement actives aujourd'hui malgré leur âge avancé (le point culminant de cette seconde courbe est atteint par les 50-60 ans). Il reste cependant à expliquer pourquoi aujourd'hui, même avec des diplômes élevés, les Italiennes ont des taux d'activité si faibles et en baisse. Si, comme on l'a évoqué, il y a plusieurs raisons qui sont en cause, on peut néanmoins se demander quel est le ressort qui opère. Celles qui abandonnent le salariat ou n'y entrent même pas sont-elles plutôt expulsées du marché du travail, ou bien sont-elles attirées vers le foyer compte tenu des contraintes - ou des plaisirs - de la vie familiale ?

III- Inactives : repoussées par le marché ou attirées par la famille ?

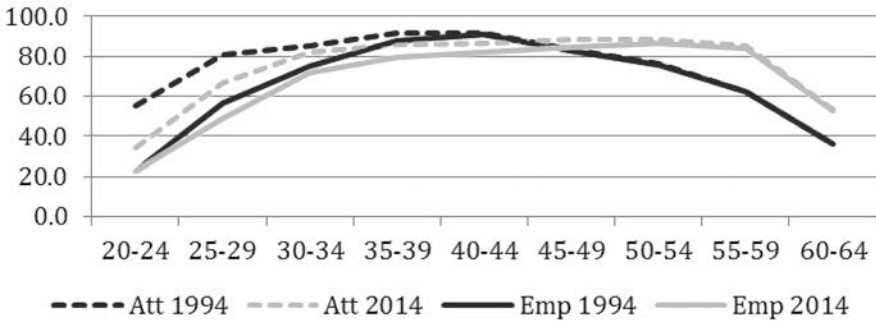
La pénurie de possibilités d'emploi et de carrière ainsi que les mauvaises conditions de travail disponibles affaiblissent sans doute l'investissement des femmes, même des jeunes et des diplômées, dans une dimension professionnelle qui s'avère de plus en plus "avare" de satisfactions. Chez les plus jeunes, cette caractéristique ressort à travers la croissance du nombre de *Neets*⁹, alors que dans le cas des femmes de moins de 45 ans, ce phénomène tend à se confondre avec l'inactivité et la condition de femme au foyer. Aujourd'hui, grâce à de nouveaux indicateurs complémentaires au taux de chômage, capables de définir et de quantifier de nouvelles catégories d'inactifs¹⁰, la question de la participation des femmes s'enrichit de formes plus nettes permettant d'isoler la composante de sujets "découragés" qui ont cessé de chercher un emploi, faute de pouvoir en trouver. L'utilisation de la notion de *forces de travail potentielles* permet, en effet, de mettre en évidence une sphère d'inactivité, plus féminine que masculine, qui ne se place pas tout à fait en dehors, mais à la bordure du marché du travail¹¹. S'il est possible, grâce à ces indicateurs, d'identifier la composante de l'activité potentielle

9. "Neet" qui signifie "Not in Education, Employment or Training" (*ni étudiant, ni employé, ni stagiaire*) est une classification sociale d'une certaine catégorie de personnes inactives. En Italie, le phénomène des jeunes *Neets* qui ne sont donc ni employés, ni en formation, ni en stage, prend des caractéristiques particulièrement dramatiques dans les tranches d'âge plus avancées : c'est le cas de 25,9% des jeunes hommes et 37,8% des jeunes femmes qui ont entre 28 et 29 ans (COMMISSION EUROPÉENNE, 2013).

10. A ce propos, cf. EUROSTAT (2011) : "8,5 millions de travailleurs sous-employés à temps partiel dans UE-27 en 2010", *Statistics in focus, Population and social conditions*, 56/2011 ; EUROSTAT (2011b), "New measures of labour market attachment", *Statistics in focus, Population and social conditions*, 57/2011 ; ISTAT (2013), "Disoccupati, inattivi, sottoccupati. Indicatori complementari al tasso di disoccupazione", *Statistiche Report*, 11 aprile.

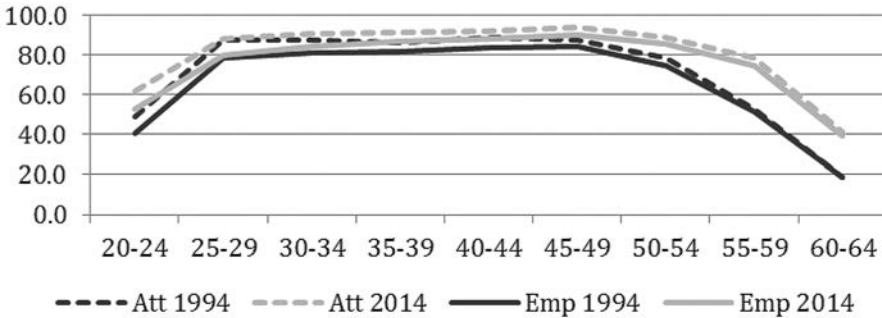
11. VILLA P. (2003), "Donne sull'orlo del lavoro. L'esercito delle invisibili", in *Genere*, 30.04.2003.

Graphique 3 • Taux d'emploi et d'activité par tranches d'âge - Italie (1994-2014)



Source : Notre traitement sur les données Eurostat

Graphique 4 • Taux d'emploi et d'activité par tranches d'âge - France (1994-2014)



Source : Notre traitement sur les données Eurostat

“coincée” dans la catégorie statistique des inactifs (en 2012, il s’agit de 1,841 millions de femmes, soit 17,2% qui se trouvent parmi les forces de travail), de la même façon, certains segments de l’emploi, comme les sous-employées à temps partiel (386.000 femmes ou 3,6% de la population active), vivent une inser-

tion incertaine sur le marché. Celle-ci peut se traduire ou se transformer en un état d’inactivité “prédominante” à long terme. On peut rappeler, par exemple, qu’au cours des années, le recours au travail à temps partiel a fortement augmenté dans le pays, affectant en particulier le monde des jeunes femmes : si

pour la tranche d'âge 50-64 ans l'impact du temps partiel sur l'ensemble de l'emploi a progressé de 14 à 24%, il a augmenté de 18 à 33% pour les 25-49 ans, et même de 15 à 43% pour les femmes plus jeunes (15-24 ans). Il ne s'agit pas cependant, surtout pour les plus jeunes, d'une flexibilité horaire volontaire et orientée vers la conciliation : elle est au contraire involontaire, représentant désormais plus d'un contrat à temps réduit sur deux, les deux tiers des 15-24 ans, alors que la tendance vertigineuse à l'augmentation enregistrée au cours de la dernière décennie (plus de 25%) a concerné aussi bien les femmes avec enfants que celles sans enfant.

Revenons de nouveau aux femmes diplômées. De la comparaison entre les courbes des taux d'activité et taux d'emploi 1994-2014 par groupe d'âge (*Graphique 3*), ressort clairement l'effet de découragement qui résulte, en raison de leur faiblesse, des opportunités d'emploi disponibles dans cette tranche d'âge. Il s'agit d'un phénomène qui semble souffrir d'un effet "période" - les deux taux sont plus bas aujourd'hui qu'il y a vingt ans - que d'un effet "génération" - les taux étant

plus faibles pour les jeunes et les jeunes adultes aujourd'hui par rapport à ceux des "baby-boomers". En particulier, les jeunes d'aujourd'hui semblent plus que dans le passé, et plus que ce n'est déjà le cas en France, adapter leur comportement en termes de participation à la disponibilité objective de l'emploi.

Ce qui fait la différence n'est pas seulement la dynamique de la demande, mais aussi la qualité du travail disponible¹². Les possibilités de travail temporaire, les bas salaires, la diffusion de la pratique du sous-encadrement, probablement la préoccupation d'une perte potentielle de statut et la frustration de l'attente d'un emploi (Tonarelli, 2013) et de revenus¹³, conduisent les jeunes diplômées à être plus découragées, ou peut-être plus prudentes, dans l'évaluation des coûts et des avantages de leur participation sur le marché du travail. La flexibilisation croissante du marché du travail représente donc un facteur qui, croisé avec les difficultés objectives de conciliation et de spécialisation persistante des rôles, contribue à pousser les femmes italiennes, même jeunes et instruites, en dehors du marché du travail (Dieu, Delhaye & Cornet, 2010).

12. Les chiffres d'Eurostat concernant 2013 révèlent que la proportion de diplômés dans les professions incluses dans les deux premiers groupes de classification Isco (gestionnaires, professionnels et techniciens) atteint seulement 45,1% en Italie - contre 62% pour la moyenne des pays de l'UE et 64,5% en France. A ce manque d'opportunité pour les jeunes diplômés s'ajoute un problème persistant de sous-encadrement : en 2013, un peu plus de 55% des individus ayant un niveau d'instruction supérieur étaient employés dans des professions qui exigent de hautes connaissances et des compétences élevées, en plus de devoir remplir une liste de fonctions complexes. Un élément qui caractérise le phénomène est la forte corrélation avec l'âge, pénalisant majoritairement les jeunes et les femmes. Voir : [http://www.sistan.it/fileadmin/redazioni/immagini/3-cnel_rapporto_mercato_del_lavoro_2014.pdf].

13. Selon l'enquête Almaurea 2015 [<https://www.almaurea.it/universita/occupazione/occupazione13>] seulement 68% des diplômés (niveau enseignement du supérieur) sont en activité un an après l'obtention du titre. Parmi ceux-là, seulement 33% (28 pour les femmes) ont un contrat stable, les autres ont une relation de travail non standard qui peut déboucher sur une collaboration sans contrat. Toujours selon l'enquête réalisée par Almaurea, un an après la sortie de l'université, la rémunération est de 872 € (792 pour les femmes), alors que cinq ans après, elle s'élève à 1.277 € contre 1.843 € pour la moyenne européenne.

A ce propos, il faut rappeler que pour une femme italienne devenir mère représente un risque d'enfermement dans l'inactivité, comme nulle part ailleurs en Europe. Si dans d'autres pays, comme en France, l'arrivée d'un enfant peut représenter un obstacle à l'égalité professionnelle entre hommes et femmes (De Singly, 2013), en Italie, cet événement s'accompagne d'une sortie du marché du travail pour 22% des employées (18,4% en 2005). Parmi celles qui ont cessé le travail, environ la moitié déclarent l'avoir perdu : en particulier 24% des interruptions sont dues à un licenciement et 20% à la cessation de l'activité de travail. 56% des nouvelles mères qui ont arrêté le travail déclarent en 2012 qu'elles ont volontairement démissionné, ce qui représente un taux inférieur à celui de 2005 qui était de 68%. Si on analyse les raisons d'un tel choix, on observe que, par rapport à 2005, le nombre des mères qui évoquent la difficulté de concilier les différents rôles a diminué en 2012 : baisse de 78,4% à 67,1%, alors qu'augmente le nombre des femmes insatisfaites par l'emploi occupé, aussi bien en termes de fonction que de rémunération (de 6,9 à 13,5%).

Quelle qu'en soit la raison, il s'agit souvent d'un départ, sans espoir de revenir en arrière : selon Eurostat, seulement 16,8% des chômeuses italiennes (contre 33,3% en France) ont la possibilité de retrouver un emploi, tandis que 36% d'entre elles

(7% en France), découragées par l'impossibilité de trouver un travail, changeront de statut pour devenir inactives. Nous sommes confrontés à une donnée qui, à elle seule, permet de comprendre les raisons d'un taux de fécondité aussi faible¹⁴. Il faut souligner aussi, à partir du début des années 2000, la constante augmentation du nombre de nouvelles mères qui ont été obligées d'interrompre leur activité suite à un licenciement ou à l'expiration d'un contrat de travail temporaire qui n'a pas été renouvelé : la flexibilité accrue des emplois renforcerait donc les difficultés de conciliation, les obligeant, plus que les hommes, à faire un calcul d'opportunité quant à leur maintien sur le marché du travail.

D'une part, une grossesse risque de remettre en cause un projet professionnel déjà difficile à réaliser, y compris pour les femmes plus diplômées, d'autre part, le fait d'arriver tardivement à la maternité - l'âge moyen au premier enfant dépasse 31 ans - peut affaiblir davantage la position des femmes au sein du salariat. Il y a tout d'abord en jeu une question symbolique qui conduit la mère relativement âgée, d'un enfant souvent destiné à rester unique¹⁵, à surinvestir sur lui. Il est emblématique à ce sujet que 32% des enfants italiens allaités par la mère le seront encore pendant au moins six mois (la moyenne de l'OCDE étant de 20,4%). Par ailleurs, une grossesse après la quarantaine

14. Selon les données recueillies lors d'une enquête sur les parcours de transition à l'âge adulte menée et publiée par l'Istat en 2014 (ISTAT, 2014), dans la génération des femmes nées entre 1970 et 1979, le pourcentage de diplômées devenues mères après la première expérience de travail, et ce, au plus tard à 30 ans, était de 17 ; 31,1% le sont devenues après cet âge, et jusqu'à la moitié d'entre elles (49,9%) ne l'ont pas été pendant la durée de l'enquête (2009).

15. Le taux de fécondité en Italie atteint en effet actuellement à peine 1,25%.

présente souvent une nécessité de prise en charge médicale - avant et/ou après la conception - qui se montre parfois lourde en termes de conciliation avec la vie professionnelle. De ce point de vue, et pour revenir à la confrontation inter-générationnelle, il peut être utile de rappeler que déjà, depuis 1970, il était prévu pour les travailleuses italiennes la possibilité de bénéficier, en plus du congé de maternité dont la durée est de 5 mois, d'un congé parental de 26 semaines. Il s'agissait d'une mesure avancée si on pense que la moyenne prévue par les pays de l'OCDE est de 14,9 semaines et que de très nombreux pays européens, France incluse, n'offraient pas cette possibilité. Aujourd'hui en Italie, 45 ans plus tard, on continue à prévoir 26 semaines de congé, alors que la moyenne de l'OCDE est passée à 58,4, et dans de nombreux pays de l'Europe centrale et orientale, ce congé dépasse largement les 100 semaines. Il convient également de souligner que la possibilité de bénéficier de ce congé s'applique seulement aux femmes qui travaillent avec un statut contractuel à temps indéterminé : une minorité parmi les jeunes, si l'on songe que 53,5% sont employées sous contrat à durée déterminée, et 16,2% sont des travailleuses indépendantes. Par conséquent, même derrière l'invocation de motifs liés aux valeurs familiales, ces mères sont obligées de quitter le marché

du travail. Si la faiblesse des dispositifs de conciliation famille-travail incite les foyers à trouver des solutions "à la carte" qui portent principalement sur la priorité des hommes au travail¹⁶, tout en sacrifiant l'engagement des mères hors de la sphère domestique, cependant, comme le rappelle Maison (2007), le calcul financier ne suffit pas à expliquer le retrait des femmes vers l'inactivité. Ce calcul se combine avec des conditions défavorables sur le plan professionnel et avec une vision particulière du rôle de la mère au sein du couple, avec une grande importance accordée au bien-être familial et à l'éducation des enfants. C'est dans ce contexte caractérisé par l'exclusion persistante des femmes du marché du travail et par la réaffirmation des stéréotypes de genre que l'importance économique et sociale du rôle de la femme au foyer tend à être valorisée.

Cette tendance que l'on trouve presque partout est renforcée en Italie par la persistance, voire la relance, de modèles du genre très traditionnels, par la spécialisation exacerbée des rôles dans le couple, associée à une division du travail reproductif au sein de la famille qui demeure fortement déséquilibrée. Les données issues de l'EVS (European Value Survey)¹⁷ permettent de mettre en évidence la persistance d'une dimension culturelle, qui, d'un côté dévalorise l'engagement professionnel des femmes, et de l'autre

16. Si on regarde les données de l'OCDE [<http://www.oecd.org/gender/data>], il résulte que les femmes italiennes sont celles qui passent la majeure partie du temps (326 minutes par jour contre 275 pour la moyenne de l'OCDE et 233 en France) dans le travail non rémunéré, et un temps plus bref dans celui rémunéré (162 minutes contre 211 pour la moyenne de l'OCDE et 172 pour la France). Au même moment, pour ce qui concerne le travail non rémunéré, les Italiennes exécutent 68,4% de travail de plus que les hommes, alors que ce pourcentage tombe à 48,7% pour les femmes de la moyenne des pays de l'OCDE, et à 38,6% pour ce qui concerne les Françaises.

17. Voir : [<http://www.europeanvaluesstudy.eu>].

côté donne de l'importance à l'investissement des mères dans la famille. Selon le recensement de 2008 (dernières données disponibles), seulement 18,6% des Italiens et 23,1% des Italiennes se disent complètement d'accord avec l'affirmation selon laquelle une femme qui travaille peut avoir une relation affective chaleureuse avec son enfant. Pour la France, les pourcentages sont respectivement de 57,3 et 65,9%. En même temps en Italie, 74% des femmes et 80% des hommes considèrent qu'un enfant en âge préscolaire souffre si sa mère a une vie professionnelle. Pour cette dimension aussi, la distance avec la France – mais il en va de même pour d'autres pays méditerranéens tels que l'Espagne et la Grèce – est considérable : seulement 36% des Françaises et 48% des Français sont d'accord avec cette affirmation. Si donc, l'engagement de la mère est vu comme indispensable pour la réalisation du bien-être de l'enfant, c'est à elle seule d'en avoir la charge. Les mêmes données montrent que seulement 18% aussi bien des hommes que des femmes se disent tout à fait d'accord avec l'idée que les pères sont tout autant capables que les mères de s'occuper de leurs enfants. A nouveau, une distance sidérale sépare l'Italie des autres pays de la Méditerranée, et surtout de la France, où l'accord sur une vision plus partagée des responsabilités familiales s'élève à 51% pour les hommes et à 59% pour les femmes. La persistance d'une spécialisation exacerbée des rôles au sein du couple est mise davantage en

évidence par le fait que ce sont seulement 25% des Italiens et 32% des Italiennes à concevoir comme indispensable une coopération des deux conjoints dans la composition des revenus familiaux. Le modèle culturel de "*Monsieur Gagne-Pain*", largement abandonné par les Français - comme le démontre le fait que cet accord rassemble 58% des hommes et 60% des femmes - est au contraire encore très partagé en Italie. Bien évidemment, ce n'est pas seulement la spécialisation des rôles qui est en jeu ici. Estimer que gagner son salaire, même si souvent plus modeste que celui des hommes, n'est pas une priorité, signifie du point de vue des femmes prendre un risque important en termes d'autonomie, en raison de l'augmentation des divorces et de séparation des couples - plus nombreux en Italie qu'en France - et de la difficulté de retourner sur le marché du travail après une longue absence, ou après 40 ans. Les Italiennes apparaissent toutefois assez peu sensibles à la question de l'autonomie personnelle que l'on peut attendre de l'emploi. Les données de l'EVS montrent aussi que seulement 30% des Italiennes et moins de 28% des Italiens considèrent qu'être salariée représente pour la femme un passage obligé pour acquérir son indépendance¹⁸.

IV- Différentes façons d'être femme au foyer

D'après ce que nous venons de voir, ce seraient donc les conditions défavorables

18. Comme preuve supplémentaire de la façon dont le monde des femmes en Italie reste économiquement dépendant, il peut être utile de rappeler que, selon les données de l'OCDE [<http://www.oecd.org/gender/data/entrepreneurship.htm>], seulement 64,3% des femmes italiennes ont leur propre compte en banque, contre 85% de la moyenne des femmes des pays de l'OCDE, et 97% des Françaises.

sur le plan professionnel, associées à une vision traditionnelle valorisant l'investissement des femmes dans leur rôle de mère plutôt que leur autonomie en tant que femme, qui expliquerait la sortie des femmes italiennes du marché du travail. Ainsi, dans un contexte comme celui de l'Italie, de plus en plus caractérisé par sa faiblesse structurelle en termes de services et d'allocations pour les familles, mais aussi par les contraintes qui pèsent sur l'emploi, par une idée de la maternité considérée comme lieu privilégié de la réalisation de soi, devenir femme au foyer, bien évidemment pour celles qui peuvent économiquement se le permettre, peut

être considéré comme une solution, parfois temporaire, par rapport aux difficultés de conciliation travail-famille. L'étiquette de "femme au foyer" cache donc, en réalité, aussi bien des profils très différenciés que des motivations, des attentes, des capacités qui demandent à être reconnues et mises en valeurs. Sur la base d'une analyse factorielle effectuée sur des données recueillies au cours d'une enquête par questionnaire menée dans la Province de Florence¹⁹, il a été possible de construire une typologie qui identifie quatre profils différents de femmes au foyer résumés dans le tableau ci-après²⁰, et que nous esquisserons brièvement par la suite²¹.

	Plutôt satisfaites	Plutôt insatisfaites
Attirées par la famille	<i>Femme au foyer comblée</i>	<i>Femme au foyer ajustée</i>
Repoussées par le marché	<i>Femme au foyer temporaire</i>	<i>Femme au foyer forcée</i>

19. L'enquête de terrain financée par la Province de Florence et réalisée par le Département des Sciences Politiques a eu lieu entre 2013 et 2014. Son but était à la fois de connaître le vécu au quotidien des femmes qui avaient cessé pendant plus de deux ans de travailler, et de reconstruire le parcours qui les avaient conduites à une condition d'inactivité. Pour entrer en relation avec une population qui reste largement "invisible" aux sources administratives, il a été d'abord question de la "dénicher" en ayant recours à internet (un site de la recherche [http://www.iolavoroacasa.it] a été ouvert, et nous avons lancé des appels à participation à la recherche dans plusieurs quotidiens et magazines en ligne, et sur des forums dédiés aux questions du genre et au thème "maternité enfants"). Mais aussi en faisant appel au travail de terrain pendant lequel nous nous sommes postés en particulier à la sortie des écoles, devant les centres commerciaux, dans les marchés de quartier, dans les squares, dans les cabinets médicaux et dans les associations sportives. Grâce à tous ces efforts, il a été possible de disposer d'un matériel de recherche très riche et varié dont la partie la plus importante est représentée par 280 questionnaires de femmes au foyer âgées de 25 à 54 ans, et 220 employées, étudiantes ou retraitées. Dans cet article, nous ne prendrons en considération que les questionnaires relatifs aux femmes au foyer. Bien évidemment, il s'agit d'un échantillon qui n'est doté d'aucune signification statistique, pas seulement pour le nombre réduit, mais aussi pour les critères de sélection non aléatoires puisque ce sont les femmes elles-mêmes, dans la plupart des cas, qui se sont portées candidates pour répondre au questionnaire. Notamment, par rapport au profil "photographié" par l'enquête *ISTAT Forces de travail* : les femmes qui ont répondu à notre questionnaire résident toutes dans la Province de Florence (une région de l'Italie Centrale qui se place, pour ce qui concerne les taux d'activité, sur des valeurs plus proches de celles du Sud que de celles du Nord du pays). Elles sont moyennement plus instruites, toutes mariées avec des enfants, et elles ont eu des expériences de travail plus ou moins stables et prolongées. Malgré l'absence de statistiques officielles qui caractérisent les femmes au foyer d'un point de vue socio-économique, l'impression qui se dégage est que l'enquête a été capable de saisir un échantillon qui se place, aussi bien par la naissance que par le fait du mariage, à des niveaux plus élevés que la moyenne. Tout cela ne peut, inévitablement, que relativiser la portée des résultats obtenus.
20. La typologie qui ressort de l'analyse des données a été déjà partiellement illustrée dans un article précédent. Voir à cet égard : ALACEVICH F, TONARELLI A., "Convinte o disperata: casalinghe italiane in tempo di crisi", in *About Gender*, vol.2, n.4, 2013, pp.120-140.
21. Dans ce cas, le "matériel" collecté sera principalement utilisé dans une seconde phase de l'enquête au cours de laquelle ont été effectuées 30 entretiens à caractère biographique, en partie avec des femmes qui avaient déjà répondu au questionnaire et qui étaient disposées à être interviewées et en partie suivant la méthode de l'échantillonnage boule de neige.

A. “Comblée” par la famille : le profil de la femme au foyer manager de la maison

La femme au foyer “comblée” - qui correspond environ à un tiers du total des personnes interviewées - se caractérise par un âge moyen de 45 à 50 ans, deux enfants en âge scolaire, une origine sociale plutôt favorisée et des études prolongées jusqu’au niveau universitaire. Une minorité des femmes qui appartiennent à ce profil ont grandi en faisant mûrir l’idée, apparemment sans aucune influence jouée par les parents, d’aboutir un jour au salariat. Toutefois, devenues adultes, elles ont eu un début de carrière, souvent dans le secteur de l’éducation ou en libéral, sans pour autant parvenir à trop s’engager pour “réussir” dans le monde du travail. On voit bien que les représentations du travail, ou de son absence, au sein de la lignée féminine (Daune-Richard, 1983) semblent ici avoir joué leur rôle : filles de mères qui ont aussi et dans le bonheur opté pour la maison, elles quittent le marché du travail, sans jamais y revenir, à l’occasion du mariage. Elles se lient souvent à un homme qui, lui, est par contre très projeté sur la dimension professionnelle, et qu’elles sont prêtes à soutenir en toutes occasions : du maintien des relations qui peuvent lui être utiles à l’expédition des petites affaires, jusqu’à la gestion de son agenda. C’est en plein accord avec son partenaire, qui sans doute y trouve son bénéfice, que la femme au foyer “comblée” affirme avoir choisi de rester à la maison. Les deux conjoints, d’ailleurs, partagent le sentiment que le bien-être familial et la réussite scolaire des enfants sont subordonnés à une

disponibilité totale de la mère : « *Je suis sûre qu’avec les enfants, je n’aurais pas eu les mêmes résultats si je n’avais pas été toujours là pour eux* », affirme avec complaisance Elisabetta, 49 ans, master en économie et femme d’un juge. Le père participe aussi, autant que cela lui est permis par son travail, à la gestion du ménage « *en choisissant, quand même, ce qui lui plaît le plus* », et pense à trouver toujours assez de temps pour les enfants. Ces femmes-là ne souffrent pas du manque d’autonomie économique - elles ont souvent du patrimoine personnel - et ne craignent pas d’être abandonnées par leur conjoint - la religion y joue sans doute un rôle -, elles ne sont pas en quête d’un emploi. Toutefois, une fois les enfants devenus plus grands, alors qu’elles sont déjà très engagées dans les associations de parents, la paroisse ou des associations sportives, elles aimeraient bien trouver un petit travail « *juste pour passer du temps et se rendre utiles* ».

B. Accablée par les tâches domestiques : profil de la femme au foyer “ajustée”

Pour les femmes qui correspondent au profil de “l’ajustée”, le choix de rester à la maison n’a pas été si libre, et leur situation actuelle n’est pas du tout vécue comme épanouissante. Issues de la toute petite bourgeoisie et titulaires d’un Bac ou d’un diplôme du supérieur, elles ont été obligées de quitter un travail d’employée qu’elles estimaient « *amusant, mais instable, pas trop prestigieux, et avec aucune chance de carrière* », et ce par la contrainte de mobilité de leur époux - plutôt militaire, manager ou agent de commerce - d’une

grossesse inattendue, ou bien d'un compagnon peu coopérant. « *Il fallait que quelqu'un s'occupe des enfants et de la maison et ça ne pouvait être que moi* », rappelle Roberta, mère de trois enfants de 18, 13 et 7 ans, qui expérimente avec son mari "gagne-pain", une séparation des rôles quasiment totale. Ecrasées par la gestion des tâches domestiques, par une famille nombreuse et par le manque total d'aide - aussi bien de la part des "familiers" que des professionnels qu'elles n'ont pas les moyens d'employer - elles n'apparaissent que faiblement investies dans la réussite de leur conjoint et, au contraire donnent l'image d'être plutôt "parasitées" par les exigences de l'autre. Si d'un côté elles songent à un retour à l'emploi, considéré toutefois comme impossible par le manque d'occasion et par l'engagement domestique qu'elles ne sont pas prêtes à négocier avec leur entourage, de l'autre, ce sont les seules à réclamer une plus forte reconnaissance sociale - voire économique - pour le rôle de femme au foyer. Une reconnaissance revendiquée pas seulement au conjoint, mais aussi aux autres membres de la famille, et surtout aux enfants. À ce propos, un grand nombre de femmes au foyer "ajustées" semblent se préoccuper du modèle féminin et de celui du couple qu'elles transmettront, en vertu de leur expérience, à leurs enfants, aussi bien garçons que filles. C'est en particulier auprès des filles que certaines d'entre elles semblent se poser des questions avec inquiétude : « *Je ne souhaite pas à mes filles les renoncements que j'ai fait*

moi-même. Je souhaite qu'elles aient leur propre travail, leur indépendance économique, la possibilité de choisir », pour ensuite ajouter « *je souffre de ressentir un certain mépris de leur part... elles ont honte de dire que je suis femme au foyer, et d'autre part, je me sens moi-même humiliée et très frustrée quand je les vois faire leur propre vie tenant pour acquis le fait que c'est à moi de ranger leur chambre et de servir leur repas tout prêt à table* »²².

C. "Forcée" à la maison : profil de la femme au foyer chômeuse

Les femmes au foyer "forcées", plus âgées que les autres et issues d'un milieu assez modeste qui les a programmées à l'idée qu'il faut gagner sa vie, ont été expulsées du marché du travail et, une fois dépassée la quarantaine, elles vivent une condition de découragement par rapport à la possibilité de retrouver un emploi, ou bien ne sont pas disposées à accepter un poste qui ne soit pas comparable à celui qu'elles ont perdu. Ce qui, selon elles, est le plus important dans la vie au même titre que les enfants, c'est d'avoir un travail et un bon salaire. Plus politisées et sensibles à l'égalité du genre que les autres femmes interviewées, elles n'ont jamais rêvé d'un rôle domestique auquel elles n'accordent aucune valeur positive. Bien au contraire, elles vivent le fait de se retrouver au foyer avec un sentiment de diminution de leur valeur sociale. La femme au foyer "forcée", selon ses propres représentations, est surtout une femme qui a des

22. Interview de Maria, 52 ans, diplômée en histoire, femme d'un architecte et mère de deux enfants de 16 et 18 ans.

contraintes, qui aurait envie de faire autre chose, qui n'est ni heureuse, ni privilégiée, ni accomplie. La sortie du salariat s'associe aussi, pour elle, à un sentiment de perte de pouvoir - réel ou symbolique - dans la relation de couple. Le fait de ne plus gagner d'argent et d'avoir du temps remet ainsi en cause l'organisation paritaire que ces femmes ont donnée auparavant à leur ménage : « *Dès lors que lui travaille et moi je ne fais rien* », dit Marisa, 51 ans, ex-ouvrière à l'usine, « *je me sens obligée de tout faire* ». Pour ce qui concerne la gestion des temporalités familiales et professionnelles, leur histoire est parfois paradoxale : obligées de "jongler" quand les enfants étaient tout petits, il fallait les confier à des nounous ou aux grands-parents pour pouvoir s'engager dans le travail, elles se retrouvent à la maison avec un trop plein de temps une fois qu'ils ont grandi et n'ont plus besoin d'être gardés.

D. Camouflée par la maternité : profil de la femme au foyer "temporaire"

Les données d'Eurostat ont montré que parmi les inactives, la part des femmes jeunes et hautement instruites a récemment augmenté. Ce phénomène, inattendu, peut être expliqué par le fondement même des résultats de la recherche. Les femmes au foyer "temporaires", un peu moins d'un tiers du total, sont en fait des femmes d'un âge moyen de 40 ans et souvent avec des niveaux élevés d'instruction. Beaucoup ont eu des expériences de travail flexible ou temporaire, qui n'ont jamais abouti à une relation de travail stable permettant la conciliation entre la vie familiale et la vie professionnelle. Si la génération précédente, celle

née entre la fin des années 60 et le milieu des années 70, et la première à avoir été confrontée au travail "atypique", a réagi à l'incertitude de l'emploi en retardant, souvent *sine die*, le mariage et la naissance des enfants, les jeunes femmes au foyer "temporaires", elles, semblent au contraire ne pas vouloir accepter ce compromis onéreux. Ces jeunes femmes sont confrontées à un marché du travail peu accueillant, qui ne leur offre pas d'espace ou qui leur propose des postes peu qualifiés par rapport aux références qu'elles possèdent. Après plusieurs tentatives pour trouver en emploi satisfaisant, la plupart du temps orientées vers des carrières sélectives ou dans des secteurs qui sont encore discriminatoires pour les femmes (universités, professions libérales, recherche), elles choisissent de tout laisser tomber et de suivre une route alternative pour leur épanouissement personnel : se consacrer à la famille et être mère à temps plein, renvoyant à plus tard la réussite professionnelle. Les femmes au foyer qui rentrent dans ce dernier profil, plus jeunes et plus diplômées que les autres, expérimentent une insertion instable à la fois dans le monde du travail et dans la vie domestique. Projetées vers un emploi qu'elles rêvent épanouissant et cohérent avec leur fort investissement scolaire, elles se trouvent confrontées à l'impossibilité d'atteindre des postes qui étaient pourtant à la portée des femmes des générations précédentes. Arrivées à l'aube des 40 ans avec le sentiment d'avoir raté leur vie professionnelle, elles ont hâte de ne pas perdre la possibilité de faire des enfants. Mères tardives, elles sont très investies dans ce rôle vécu de

façon très totalisante. Les surinvestissements sur l'enfant, très fortement encouragés en Italie par les médias, leur permet de vivre dans un état de suspension par rapport à un parcours de définition identitaire difficile. C'est emblématique que, face à la requête des pères de pouvoir s'occuper des enfants, elles sont souvent très peu disposées à lâcher prise : « *à chacun son rôle* », dit Fabiola, 42 ans, psychologue, sans emploi depuis trois ans, « *lui, il a déjà son travail, je veux que l'enfant soit mon domaine à moi, en tant que mère* ».

L'aide pour la gestion de la maison et la garde des enfants, ainsi que le soutien financier leur est généralement offert par le réseau des parents. Ces derniers sont très présents dans leur vie : les mères appartenant aux générations nées après la guerre et protagonistes du changement dans les modèles de participation des femmes au marché du travail, approuvent et soutiennent le choix de leurs filles de ne pas tout sacrifier dans la recherche (souvent vaine) de la réussite professionnelle. Elles offrent également des ressources économiques supplémentaires sur le marché pour acquérir des prestations professionnelles, afin d'alléger le travail domestique et/ou de garder du temps pour soi. La vie quotidienne ainsi "soulagée" devient moins fatigante, plus acceptable et enrichissante : « *Ma mère qui a beaucoup sacrifié pour sa carrière, a pleinement approuvé mon choix de rester à la maison, et elle m'aide financièrement* », explique Romina, 37 ans, diplômée en sociologie et mère d'un enfant de cinq ans. Une certaine habitude de compter sur le soutien des autres est peut-être

aussi à la base de l'acceptation, en apparence paisible, de la dépendance économique au conjoint. Les maris et les compagnons, eux, souvent également jeunes et instruits, semblent se projeter vers l'épanouissement professionnel et la réussite économique. Cependant, tout en participant peu aux tâches ménagères – d'ailleurs ce ne sont pas les aides qui manquent dans ces familles, comme nous l'avons vu – ils se révèlent en revanche fort impliqués pour s'occuper des enfants. Il y a peut-être un retour au modèle du "*male breadwinner*" (l'homme soutien de famille que nous avons appelé plus haut *le mari gagne-pain*) ? Les femmes interrogées n'interprètent pas dans ces termes leur stratégie d'adaptation. Arrêter temporairement de chercher du travail et rester à la maison est un choix fait dans la conviction de pouvoir réintégrer le marché du travail une fois terminée la période préscolaire des enfants, et une fois réduite la difficulté de concilier la garde des enfants et le travail professionnel. En effet, en pensant à l'avenir plus ou moins proche, elles se projettent dans le travail, bercées par l'illusion qu'après leurs 40 ans le marché sera plus généreux avec elles qu'il ne l'a été quand elles en avaient 30 ! Les caractéristiques du système de l'emploi ne semblent pas suffisantes pour justifier un tel optimisme. Le risque de rester "piégées" dans l'inactivité n'est en aucun cas éliminé, même s'il est rarement perçu par les directes concernées. Bien que plus jeunes et orientées en règle générale sur le travail, ces femmes au foyer laissent apparaître une vision à bien des égards traditionaliste – vision influencée par le fait d'avoir entendu

parler peu ou mal, du féminisme, de l'égalité et de la discrimination du genre – qui se traduit par une attitude, en fait déjà mise en évidence par d'autres études (Margain, 2007) - et qui semble peu compatible avec leur niveau d'instruction et leurs attentes professionnelles. Elles sont en effet plus convaincues que les autres femmes par le fait qu'avoir des enfants signifie renoncer à la carrière ; elles s'accordent presque toutes sur le fait qu'à travail égal, les hommes doivent gagner plus que les femmes et avoir des fonctions plus prestigieuses, qu'ils sont plus talentueux, qu'ils ont un esprit d'initiative plus grand et une capacité de contrôle sur le travail effectué plus importante. D'autre part, l'arrêt du travail n'est pas non plus sans conséquences sur le plan identitaire et en termes de perception de leur propre valeur, même en relation avec le conjoint : « *Depuis que je suis à la maison, il m'est arrivé plus d'une fois de me sentir inférieure à mon mari* », dit Jade, 39 ans, même si elle a obtenu son diplôme dans l'architecture, avant et plus brillamment que son mari, et même si, contrairement à lui, elle n'a jamais vraiment réussi à commencer à exercer sa profession. L'égalité des genres, même si considérée comme allant de soi, n'exclut pas une certaine forme de subordination de la femme qui se manifeste à la fois dans la sphère domestique et dans celle du travail. La famille devient ainsi un

refuge temporaire en l'absence de possibilité d'épanouissement professionnel. La maternité et le rôle domestique finissent par devenir un investissement qui compense la frustration due à l'impossibilité de réaliser ses propres ambitions de carrière : « *Cette grossesse était une bénédiction, elle est arrivée juste au bon moment, dans ma période de "stand-by"* », raconte Francesca, sociologue, 36 ans, qui a vu sa bourse d'étude postdoctorale ne pas être renouvelée par manque de fonds. Il est à se demander si nous ne nous trouvons pas en face de femmes émancipées et conscientes, capables d'optimiser au mieux les ressources insuffisantes mises à leur disposition. Pourquoi ne pas interpréter cela comme une stratégie de "relais" avec des partenaires capables et disposés, un jour, à coopérer pour faciliter leur réinsertion dans le monde du travail ? Pourquoi ne pourraient-elles pas être les protagonistes de ces carrières de femmes, interrompues puis reprises, qui caractérisent de nombreuses jeunes femmes en Europe ? Si les femmes du même âge des autres pays peuvent normalement bénéficier des prestations sociales qui favorisent la conciliation, les femmes au foyer italiennes doivent trouver des ajustements privés et mobiliser des ressources personnelles et familiales. Pour les ménagères satisfaites et adaptées à cette vie, la *casalinghitudine*²³ représente aussi une référé-

23. Note de la traduction : nous laissons ici le mot italien "casalinghitudine" inventé en 1987 par l'écrivain Clara SERENI. Il est composé de l'adjectif "casalinga" (femme au foyer) et le suffixe "-itudine", que le dictionnaire traduit par "la condition de la femme au foyer". Il n'a pas en effet d'équivalent aussi expressif en français. En italien, en revanche, il a plusieurs nuances : il représente à la fois la condition de celle qui ressent la vie domestique comme une limitation à ses propres aspirations, mais il évoque aussi pour d'autres le plaisir de vivre entre quatre murs en se dédiant aux travaux de la maison. Voir : [<http://www.italiano.rai.it/articoli/casalinghitudine/22397/default.aspx>].

rence sur le plan identitaire. Alors que les femmes au foyer “temporaires”, elles, considèrent l’inactivité - et non pas la *casalinghitudine* - comme une condition transitoire, qui n’influe ni sur la perception de soi, ni sur l’image qu’elles estiment offrir : « *je ne me sens absolument pas une femme au foyer et je considère cette “pause-maternité” comme ce qu’elle est vraiment, à savoir une pause* », réitère avec force Fabiola au cours de l’entretien. Travailler et “se réaliser” sur le plan professionnel restent généralement un objectif pour ces jeunes femmes. En fait, si quelques femmes au foyer “temporaires” investissent dans la maternité laissant peu de place à autre chose, nombreuses sont celles qui profitent de l’inactivité pour accroître leurs compétences, pour se mettre à jour, et surtout qui cherchent à ne pas perdre le contact avec le monde des femmes actives, y compris à travers leurs relations sociales : « *J’ai essayé de fréquenter certaines femmes au foyer* », dit Giada, « *mais je n’ai rien en commun avec elles, aucun sujet... Moi, je pense à mon retour au travail et à ce que je peux inventer pour me placer sur le marché, alors qu’elles, elles se sentent déjà accomplies en l’état* ».

■ Conclusion

Dans un échange de lettres²⁴ avec sa fille, Mariella Gramaglia affirme : « *Nous pensions (naïvement ?) pouvoir laisser à nos filles un monde meilleur, une vie plus*

facile que la nôtre ; cela n’a pas été le cas, et ce n’est pas comme cela (...). Les modèles de femmes ne sont pas simplement transmissibles, chacune les construit et forme sa propre identité dans un temps et dans un lieu donnés » (Gramaglia & Vianello, 2013). L’impression qui ressort des données structurelles est qu’en Italie, l’entrée massive des femmes sur le marché du travail survenue entre les années 70 et 80, s’est accompagnée seulement partiellement d’un changement de comportement, dans les opportunités, dans les préférences et dans les valeurs des femmes, comme cela a été le cas en France durant les Trente Glorieuses, et comme cela s’est produit en Espagne au cours des dernières décennies. Les taux d’activité et d’emploi ont bien sûr continué de croître au fil du temps, mais faiblement et lentement, tandis que l’idée selon laquelle le travail représente pour les femmes une aspiration naturelle, en plus d’être un droit, continue à être encore aujourd’hui une conviction ni évidente, ni répandue. Certes, le contexte des opportunités a changé, et la crise de ces dernières années n’a fait que rendre plus évidente une certaine fragilité du modèle italien. Certes aussi, la génération des *baby-boomers* a eu la possibilité de travailler malgré la faible diffusion du temps partiel (mi-temps), et ce, grâce à des ajustements privés et à la solidarité intergénérationnelle. Par-là même, l’hypertrophie des politiques dédiées à l’enfance et à la conciliation, la très faible

24. Il s’agit d’un livre original qui est en fait un recueil de 24 lettres entre mère et fille, échangées de janvier 2011 à octobre 2012. La mère, Mariella GRAMAGLIA, journaliste et grande féministe italienne (décédée en 2014) et la fille, Maddalena Vianello (diplôme du supérieur, études à l’étranger, mais en situation précaire), discutent et échangent des idées sur le féminisme du passé et d’aujourd’hui, et sur la politique.

participation des partenaires aux tâches ménagères et à l'éducation des enfants, ont contribué à interdire la mise en discussion aussi bien du modèle de bien-être de la famille que celui de la division du travail basée sur le genre. Le prix pour ce changement manqué semble peser aujourd'hui lourdement sur les jeunes générations, qui se retrouvent à construire leurs propres parcours vers l'autonomie dans un contexte d'opportunités profondément modifié, sans moyens institutionnels et sans valeur de référence utile à la construction d'un parcours vers l'émancipation. Face à une telle stratégie de camouflage de la précarité par la maternité, comme celle opérée par les femmes au foyer "temporaires", on ne peut que s'inquiéter, et ce pour maintes raisons, du manque de recul pour évoquer :

- la perte d'une aspiration à l'autonomie,
- le risque de reproduire des modèles du genre qui marquent un retour en arrière

dans l'histoire de l'émancipation des femmes,

- le renforcement du rapport de dépendance entre les générations,
- l'incohérence entre l'aspiration au retour au travail et le réel fonctionnement du marché,
- enfin, le fait que cette nouvelle disponibilité pour se consacrer aux enfants et au travail domestique n'incitera pas au changement des politiques sociales dont l'Italie a besoin.

Dans cette perspective, on ne peut que repenser à l'avertissement d'Elisabeth Badinter (2003) qui nous invitait à analyser les risques inhérents à une idéologie de la différence. Celle-ci, qui passe aussi par exemple par l'imposition d'une rhétorique sur la maternité "parfaite", est susceptible de devenir le "passeport" avec lequel se justifient de nouvelles formes d'exclusion et de discrimination contre les femmes.

2.1 BIBLIOGRAPHIE

- Alesina A., Ichino A. (2009), *L'Italia fatta in casa. Indagine sulla vera ricchezza degli italiani*, Milano : Arnoldo Mondadori
- Badinter E., (2003), *Fausse route. Réflexions sur 30 années de féminisme*, Paris : O. Jacob
- De Singly F. (2013), « L'enfant comme obstacle à l'égalité professionnelle », in Maruani M. [dir.], *Travail et genre dans le monde. L'état des savoirs*, Paris : La Découverte, pp.80-88
- Dieu M.A., Delhaye C., Cornet A. (2010), « Les femmes au foyer : des activités méconnues et peu valorisées en employabilité », *Travail et Emploi*, n°122, avril-juin [http://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/Travail_emploi_122_Dieu_Delhaye_Cornet.pdf]
- Daune-Richard A.M. (1983), « Travail professionnel et travail domestique : le travail et ses représentations au sein de lignées féminines », *Travail et emploi*, 17, pp.49-55 [http://travail-emploi.gouv.fr/publications/Revue_Travail-et-Emploi/pdf/17_2217.pdf]
- European Commission (2013), *Starting Fragile. Gender Differences. In The Youth Labour Market*, Final report April [http://ec.europa.eu/justice/gender-equality/files/documents/130902_starting_fragile_report_2013_en.pdf]
- Fouquet A. (2004), « L'invention de l'inactivité », *Travail, Genre et Sociétés*, n°11 [<http://www.cairn.info/revue-travail-genre-et-societes-2004-1-page-47.htm>]
- Gramaglia M., Vianello M.,(2013), *Tra me e te. Madre e figlia si scrivono: pensieri, passioni, femminismi*, Milano : et al. edizioni, coll. "Ragioni e Passioni"
- Istat (2014a), *Generazioni a confronto. Come cambiano i percorsi verso la vita adulta*
- Istat (2014b), *Gravidanza, parto e allattamento al seno*, Statistiche report, 9 dicembre
- Maison D. (2007), « Femmes au foyer, expériences sociales », *Dossier d'étude*, n°92, Université de Bordeaux 2
- Margain C., (2007), *La femme au foyer est-elle l'avenir du féminisme ?*, Paris : Calmann-Levy
- Maruani M. (2006), *Travail et emploi des femmes*, Paris : La Découverte
- Maruani M., Meron M. (2012), *Un siècle de travail des femmes en France, 1901-2011*, Paris : La Découverte [<http://lectures.revues.org/9729>]
- Oakley A. (1974), *The Sociology of Housework*, New York : Pantheon Books, 1

Saraceno C., Naldini M. (2011), *Conciliare famiglia e lavoro. Vecchi e nuovi patti tra sessi e generazioni*, Bologna : Il Mulino

Saraceno C. (1980), *Il lavoro mal diviso*, Bari : De Donato

Solesin V. (2015), « Asimmetrie fuori e dentro il mercato del lavoro. Una comparazione tra Francia e Italia sui ruoli di genere e l'attività professionale », in *Districare il nodo genere-potere*, Atti del Terzo Convegno nazionale del Centro di Studi Interdisciplinare di Genere, Università degli Studi di Trento, Dipartimento di Sociologia e Ricerca sociale, 21-22 febbraio, 534-556 [<http://web.unitn.it/files/download/38055/atticonvegno CSGgenereepotere light.pdf>]

Solesin V. (2013), « Allez les filles, au travail ! », *Neodemos*, 30 octobre [<http://www.neodemos.info/allez-les-filles-au-travail>]

Tonarelli A. (2013), *Posti in piedi. Giovani in transizione fra università e lavoro*, Pisa : Pacini editore

Tonarelli A. (2006), « Les femmes italiennes face au travail sans emploi », in Flahault E. [dir.], *L'insertion professionnelle des femmes. Entre contraintes et stratégies d'adaptation*, Rennes : PUR, coll. « Des Sociétés »

Tonarelli A. (2000), « Bibliographie internationale : Italie », in *Travail, Genre et Sociétés*, 4